

CONSULTATION PUBLIQUE

Règles de détermination des quantités servies aux points de vente des titres CPPAP hors IPG prises en application du 5° de l'article 18 de la loi n° 47-585 modifiée (dite loi Bichet)

Question n°1

Il est nécessaire de mettre en place une règle de détermination des quantités maximales fournies, avec l'espoir de pouvoir enfin réduire ce taux d'inventures qui ne cesse de croître depuis de nombreuses années. Mais cette règle doit compléter un dispositif efficient de réapprovisionnement des parutions susceptibles d'être en rupture de stock lors de la période de vente. Il est également nécessaire que la règle proposée puisse s'adapter aux différents profils de points de vente comme le montre les simulations réalisées, et enfin, tenir compte des historiques de ventes pour réduire ce volume d'inventures. La mise en place de ces mesures pourrait, si l'efficacité rejoint les simulations, probablement entraîner une modification du modèle économique des messageries ainsi que des dépôts qui alimentent le réseau des points de vente.

Question n°2

Au vu des différentes simulations proposées, la formule proposée semble la plus adaptée dans son ensemble dès lors que le couple «NCFV;PCFV» est adaptable aux différents profils de points de vente. Mais la volonté de certains dans cette filière de vouloir «inonder» le réseau, avec pour objectif d'occuper les meilleurs emplacements dans les linéaires, risque d'entraîner dans certains cas des résultats inverses à ceux attendus.

Question n°3

La détermination par défaut doit s'imposer, car l'hétérogénéité des points de vente et la place qu'occupe la presse dans le modèle économique de certains d'entre eux entraînerait une disparité de traitement à minima sur ce sujet qui n'est pas souhaitable. L'inaction dans ce domaine continuerait d'alimenter la perte de lieux de vente pour le produit presse, car dans un grand nombre de cas cette activité reste trop consommatrice de temps et n'offre qu'une faible contribution au résultat du point de vente. Mais pour faire face à cette disparité entre les points de vente, il me semble souhaitable d'établir par défaut deux couples de paramètres «NCFV;PCFV» et d'attribuer le plus avantageux au point de vente concerné. Il reste indispensable de donner la possibilité à chaque point de vente de modifier celui-ci pour répondre à ses spécificités.

Question n°4

Comme évoqué dans la question n°3, si le couple (2;50%) est adapté pour les points de vente disposant de linéaires supérieurs à 150 mld. Pour les points de vente disposant de linéaire n'excédant pas 150 mld un couple (1;50%) me semblerait plus adapté comme modèle par défaut. Chaque point de vente pouvant ensuite modifier ce couple selon ses spécificités.

Question n°5

Cette disposition, concernant les titres CPPAP hors IPG dont l'historique de 12 mois n'est pas disponible, est une solution qui devrait être satisfaisante dès lors que les quantités retenues par l'éditeur correspondent à une réalité dans le point de vente concerné. Le choix des mêmes règles que pour l'accès temporaire est une bonne chose évitant ainsi la multiplication de celles-ci pour le nombre de parutions. «L'amorçage» des nouveaux points de vente reste un point particulier qui mérite un traitement spécifique, qui devrait faire l'objet d'un travail afin d'éviter tous les problèmes qui perdurent depuis de nombreuses années et entraîne bien souvent le manque criant d'exemplaires dans ces nouveaux lieux de vente, pour des périodes anormalement longues. Qu'ils soient exclus temporairement de l'application de ces règles oui. Mais un réel travail doit être fait pour ne pas compromettre avant même leurs ouvertures ses nouveaux points de vente dont la vente au numéro a bien besoin aujourd'hui.

Question n°6

Cette proposition dans sa forme semble pouvoir convenir aux éditeurs et points de vente concernés par l'impact de la saisonnalité.

Question n°7

Cette nouvelle proposition semble cohérente avec la spécificité de ces titres et l'intérêt de la mise en place d'un mécanisme de réapprovisionnement pour ces titres semble effectivement générer des coûts inadéquats étant donné les résultats qui peuvent être escomptés.

Question n°8

Cette disposition concernant un déplaçonnement pour des parutions traitant d'événements exceptionnels doit revêtir un caractère occasionnel et doit être appliqué en toute transparence par l'éditeur dans le respect du mécanisme retenu. Si le mécanisme retenu semble, à priori, être dissuasif pour ne pas être utilisé à mauvais escient, qui pourra attester du bon respect du mécanisme retenu ? Cette parution devant selon toute vraisemblance réaliser des ventes supérieures à la vente moyenne du titre, ne doit-t-on pas considérer que, dans ce cas, le réapprovisionnement se fasse de façon poussée ou automatique plutôt

qu'à la demande du point de vente ? Et si cette solution devait être retenue, il devient nécessaire de proposer un mécanisme pour l'automatisation du réapprovisionnement pour cette disposition. Dans la cas du choix de laisser à la discrétion des points de vente de réaliser la demande de réapprovisionnement, il est nécessaire qu'une réponse soit délivré, positive ou négative, dans les meilleurs délais.

Question n°9

Concernant les dispositions envisagées pour les numéros hors-séries et numéros spéciaux, on peut convenir du fait que le numéro hors-série ne s'inscrit pas dans la séquence du titre «maître» , ce qui est effectivement le cas du numéro spécial. Nous regrettons juste un usage abusif, à l'heure actuelle, de cette déclinaison «hors-série» et numéro «spécial» qui pour certains éditeurs devient juste un outil pour maintenir plusieurs numéros dans les linéaires sans apporter aucune valeur ajoutée aux numéros dotés de ces «S» ou «H». Après cet aparté, le mécanisme proposé est cohérent avec l'ensemble des dispositions proposées dans cette consultation.

Question n°10

Les différentes propositions de cette consultation concernant la détermination des quantités servies aux points de vente me semble majoritairement répondre aux attentes des diffuseurs et sûrement moins à celles des éditeurs et des sociétés agréées de distribution de la presse. Les nombreuses années à évoluer dans cette filière me laisse craindre, une nouvelle fois, qu'une partie des acteurs de l'amont de la filière de la vente au numéro ne tentent de contourner ou pervertir ces dispositions afin de conserver les pratiques que nous connaissons ou quelques uns s'arrogent tous les droits, les points de vente ne devant se contenter que des devoirs.

Comme lors des précédentes consultations, nous souhaitons attirer l'attention de l'autorité de régulation sur le fait que celle-ci ait le pouvoir d'exercer toutes vérifications et contrôles qu'elle jugera utile pour que soit respecté l'ensemble des règles édictées. Il est donc impératif que l'autorité de régulation, au-delà de se pouvoir de contrôle, ait également les moyens de prendre les sanctions éventuelles en cas de manquement et donc d'être dotée d'un pouvoir coercitif.

Depuis des décennies, les règles validées par la profession font soit l'objet d'un contournement par les éditeurs et (ou) les messageries ou ne sont tout simplement pas appliquées. Ces pratiques desservent la vente numéro et participent à l'inexorable réduction des lieux de vente.

La mise en application de la loi doit être un outil de protection du réseau existant et plus particulièrement du réseau d'hyper-spécialistes, seuls points de vente à pouvoir offrir des linéaires de presse présentant une large variété de titres participant ainsi au pluralisme de la presse et au bon fonctionnement de la

démocratie de notre pays. Tout cela ne peut se réaliser qu'en améliorant le fonctionnement et le modèle économique du réseau d'hyper-spécialistes pour ne pas voir disparaître celui-ci et ne laissant subsister que les points de vente complémentaires, qui ne proposent que de linéaires réduits. Les lecteurs d'aujourd'hui attendent et méritent un service que nous ne pouvons, bien souvent, pas délivrer de façon convenable comme il est d'usage dans la très grande majorité des autres activités commerciales et culturelles.

Notre filière se complaisant dans des pratiques et des comportements d'un autre siècle.

Nous vous remercions de votre attention.